**CESER PACA - Plénière du 18 octobre 2017**

**Avis sur les Orientations budgétaires 2018**

**Déclaration des groupes CGT, FSU et Solidaires**

En préambule, nous souhaitons dénoncer le manque de disponibilité des élus régionaux pour la présentation de ces orientations budgétaires 2018 : absence des élus dans les commissions sectorielles et des services dans les réunions transport, Aménagement du territoire et Emploi Développement Economique, difficultés à obtenir les informations fiables de la part de ces mêmes services.

Cette attitude de la Région relève de l’entrave au travail du CESER et à sa capacité à mener à bien ses missions.

Les orientations budgétaires qui nous ont été présentées s’inscrivent dans la continuité de la politique conduite par l’exécutif régional depuis son arrivée aux commandes de la Région.

En 2016, nous affirmions dans notre déclaration concernant les orientations budgétaires 2017 qu’elles allaient contribuer à creuser les inégalités sociales et territoriales. Malheureusement, le constat est là qui confirme nos craintes. La population de PACA fait les frais de cette politique.

Le service public ferroviaire est mis à mal par une politique de Tartuffe qui se traduit par 20% de circulations de trains en moins en 2017. A travers cette détèrioration voulue du service public ferroviaire, n’y a-t-il pas la volonté de préparer les arguments pour justifier l’ouverture à la concurrence ? Dans le même temps, les associations sont victimes de coupes drastiques de leurs subventions, les populations les moins formées sont exclues de la formation professionnelle. Des centaines d’emplois ont été supprimés tant dans le milieu associatif que dans celui de la formation professionnelle et les services rendus à la population se sont dégradés.

Dans le même temps, les millions d’euros consacrés à l’aide et à l’accompagnement des entreprises produisent-ils les effets escomptés ? Là aussi le constat est rude. Le taux de chômage ne diminue pas. Les emplois créés dans les filières dites d’ « excellence » ne profitent pas aux privés d’emploi de la région, mais attirent des personnes qualifiées venues d’ailleurs. Les entreprises soutenues dans le cadre des Opérations d’Intérêt Régional (OIR) continuent à privilégier leurs intérêts court-termistes au détriment de l’emploi et du développement en région à l’image du laboratoire Galderma, filiale de Nestlé, spécialisé dans la dermatologie qui annonce la suppression de 400 emplois en 2018 dans son centre de recherche et développement de Biot, sur les 550 présents sur le site. Pourtant, l’objectif des OIR n’était-il pas de créer plus d’emplois sur des domaines d’excellence à très fort potentiel de développement ? Rappelons que Galderma est leader mondial dans sa spécialité !

Soyons sérieux ! La spécialisation compétitive, la théorie du ruissellement comme celle du « premier de cordée », la recherche obstinée de gains de compétitivité en territoires… sont autant de dogmes qui se traduisent par un creusement des inégalités sociales et territoriales et qui conduisent notre région droit dans le mur.

Le CESER n’a cessé d’appeler dans ses avis à veiller à un développement équilibré de nos territoires, à mettre en œuvre des politiques répondant aux besoins économiques mais aussi sociaux et environnementaux de la région, notamment en direction des populations et des territoires les plus défavorisés. Force est de constater que les orientations budgétaires qui nous sont présentées pour 2018 n’en prennent pas le chemin.

La restriction des moyens alloués par l’Etat aux collectivités dans le cadre des politiques d’austérité nationales, associée aux transferts de compétences, obligent la Région à opérer des choix. La situation sociale de PACA devrait conduire à ne pas gaspiller l’argent public dans des actions à fonds perdus. La « *culture du résultat*» mise en avant dans ces orientations budgétaires devrait aussi s’appliquer aux entreprises qui bénéficient des largesses de l’argent public et aucune aide ne devrait être accordée sans conditionnalité.

La CGT, la FSU et Solidaires partagent les inquiétudes émis dans l’avis du CESER. Ils voteront l’avis.